

## DEUX CENT TRENTE-NEUVIEME SEANCE PLENIERE

Tenue à Flushing Meadow, New-York, le mardi 15 novembre 1949, à 10 h. 45.

Président: le général Carlos P. RÓMULO (Philippines).

### Rapport du Conseil de tutelle<sup>1</sup>: rapport de la Quatrième Commission (A/1028)

1. M. DE MARCHENA (République Dominicaine), Rapporteur de la Quatrième Commission, présente le rapport de cette Commission ainsi que les projets de résolution qui l'accompagnent (A/1028)<sup>2</sup>.

2. La Quatrième Commission était saisie de neuf projets de résolution, lesquels ont été, par la suite, remaniés ou amendés: il s'agissait de projets concernant le progrès politique des Territoires sous tutelle, le progrès économique, le progrès social, le développement de l'instruction et, enfin, d'un projet distinct relatif à l'emploi du drapeau des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle.

3. La Commission a créé une sous-commission chargée de coordonner les propositions relatives au progrès politique; cette sous-commission a présenté des recommandations dont l'une portait sur le sujet proprement dit et l'autre sur les pétitions et les missions de visite du Conseil de tutelle.

4. Pour ce qui est du progrès politique, le projet de résolution I représente l'aboutissement des travaux de la Quatrième Commission.

5. Ce projet de résolution, à l'élaboration duquel ont activement collaboré les délégations du Canada, de Cuba, de l'Égypte, de l'Inde et de la Tchécoslovaquie, contient des conclusions particulières concernant l'adoption par le Conseil de tutelle de mesures propres à favoriser le progrès politique des Territoires et leur évolution vers la capacité à s'administrer eux-mêmes et vers l'indépendance. Il est demandé de faire figurer dans une rubrique spéciale des rapports annuels du Conseil à l'Assemblée les renseignements permettant d'apprécier la valeur des mesures de ce genre. En outre, les Autorités chargées d'administration sont invitées, de façon instantanée, à présenter, dans un délai d'un an, leurs plans généraux à cet égard.

6. Le projet de résolution II, qui a été approuvé sans observation, formule l'opinion de l'Assemblée générale sur les fins que doivent poursuivre les missions de visite du Conseil et sur l'examen des pétitions.

7. En ce qui concerne le progrès économique, le projet de résolution III, dont le but est de poser les principes et de formuler les règles régissant la question du progrès économique des Territoires sous tutelle, s'inspire d'un projet de résolution présenté à la Quatrième Commission par la délégation de Cuba.

8. Pour ce qui est du progrès social, la Commission traite la question dans le projet de résolution IV, qui s'inspire de projets de résolution soumis par les délégations de la Chine et de Cuba. Des amendements ultérieurement présentés par les délégations de l'Australie et des Philippines ont été incorporés au texte révisé, que la Commission a adopté.

9. Le projet de résolution V, qui s'inspire d'un projet de résolution présenté par la délégation du Brésil, concerne le développement de l'instruction. La Commission y a incorporé un amendement proposé par la délégation du Mexique, qui vise le recours à la collaboration que peut accorder l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

10. Enfin, le projet de résolution VI, qui s'inspire d'un projet de résolution présenté en commun par les délégations de la Chine, du Costa-Rica, de l'Égypte, du Libéria, du Mexique et des Philippines, a pour but de recommander que le drapeau des Nations Unies flotte sur les Territoires sous tutelle au côté du drapeau de l'Autorité chargée d'administration et, le cas échéant, du drapeau du Territoire, s'il en existe un.

11. Un grand nombre de délégations espèrent que certaines objections d'ordre technique ou juridique qui ont été formulées au cours des débats de la Commission et qui ont trait, en particulier, à la rédaction du dispositif de ce projet de résolution pourront être supprimées de manière que l'Assemblée approuve ce projet à l'unanimité.

12. L'examen du rapport du Conseil de tutelle et la série des projets de résolution dont l'adoption est recommandée par la Quatrième Commission marquent le début d'une nouvelle étape dans l'évolution de l'idée que les Etats Membres se font de problèmes que, naguère encore, l'on croyait être de l'exclusive compétence d'un certain groupe d'Etats.

13. M. INGLÉS (Philippines) indique que sa délégation appuiera chacun des six projets de résolution relatifs aux Territoires sous tutelle qui figurent au rapport de la Quatrième Commission.

14. Elle attache une importance particulière au paragraphe 4 du projet de résolution I sur le progrès politique, qui invite les Autorités chargées d'administration à faire connaître au Conseil de tutelle les plans généraux qu'elles comptent adopter et les grandes lignes des méthodes et des moyens qu'elles comptent employer pour favoriser, dans chacun des Territoires sous tutelle, l'évolution progressive et rapide de ces territoires vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou vers l'indépendance. Leur évolution vers la capacité à s'administrer eux-mêmes sera beaucoup plus lente si l'on ne prévoit aucun plan. Même la reconnaissance de l'indépendance sera grandement retardée si l'on ne précise aucune date — ne fût-ce qu'à titre indicatif — pour cette reconnaissance. La délégation des Philippines ne peut approuver l'attitude de certaines Autorités chargées d'administration qui sont opposées à ce que l'on élabore des programmes méthodiques dans le domaine politique en invoquant la raison qu'elles travaillent dans ce domaine au jour le jour. En d'autres termes, elles laissent le progrès politique à l'improvisation.

15. L'expérience des Philippines sous l'administration des Etats-Unis montre combien un

<sup>1</sup> Voir les Documents officiels de la deuxième session de l'Assemblée générale, supplément n° 4.

<sup>2</sup> Pour la discussion sur ce sujet à la Quatrième Commission, voir les Documents officiels de la quatrième session de l'Assemblée générale, Quatrième Commission, 88ème à 105ème séances.

programme méthodique peut accélérer l'évolution et le progrès politique. La République des Philippines a été proclamée le 4 juillet 1946, trente ans après avoir reçu l'assurance de devenir indépendante, assurance qui figure dans le *Jones Act* de 1916, et à la fin de la période transitoire fixée dans l'*Independence Act* de 1935, en vertu duquel les Philippines ont été habilités à élaborer leur propre constitution.

16. Comme membre du Conseil de tutelle, les Philippines constatent avec satisfaction le caractère constructif des recommandations de procédure figurant au projet de résolution II relatif à l'examen et au traitement des pétitions ainsi qu'au mandat des missions de visite dans les Territoires sous tutelle. Ces missions sont le seul lien qui unit directement l'Organisation des Nations Unies et les populations des Territoires sous tutelle et elles constituent la pierre angulaire du Régime international de tutelle.

17. Le projet de résolution III relatif au progrès économique est digne d'attention, car il affirme à nouveau le principe de la primauté constante des intérêts des autochtones dans l'élaboration de tout plan ou programme économique applicable aux Territoires sous tutelle. Les Autorités chargées d'administration devraient accueillir avec satisfaction ce projet de résolution qui leur permet de prouver le bien-fondé des assurances qu'elles ont données à maintes reprises, à propos de la disparition définitive du vieil impérialisme qui impliquait l'exploitation coloniale.

18. Le projet de résolution IV relatif au progrès social dans les Territoires sous tutelle corrobore l'attitude que plusieurs délégations, y compris celle des Philippines, ont prise au Conseil de tutelle en vue d'assurer le respect et l'observance des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les Territoires sous tutelle sans aucune discrimination de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion ou de conviction politique. La délégation des Philippines appuie sans réserve toutes les mesures que l'Assemblée générale peut prendre pour renforcer le pouvoir qu'a le Conseil de tutelle d'assurer une liberté plus grande aux populations des Territoires sous tutelle, afin de leur permettre de bénéficier en toute sécurité des droits de l'homme et des libertés fondamentales que leur garantissent la Charte et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

19. La délégation des Philippines accueille également avec satisfaction le projet de résolution V sur le développement de l'instruction; si elle le fait, ce n'est pas parce que le Conseil de tutelle n'a pas apporté dans ce domaine toute l'attention nécessaire — cette question au contraire a bénéficié de l'attention particulière du Conseil aussi bien que de celle de la délégation des Philippines — mais parce que ce texte signale avec une force particulière qu'il est souhaitable de comprendre dans le programme scolaire des Territoires sous tutelle des cours sur l'Organisation des Nations Unies et sur le Régime international de tutelle. La délégation des Philippines s'associe notamment aux félicitations adressées aux Autorités chargées d'administration dont il convient d'encourager les efforts sincères et persévérants dans ce domaine.

20. Le projet de résolution VI invite le Conseil de tutelle à recommander aux Autorités chargées d'administration de faire flotter le drapeau des Nations Unies sur tous les Territoires sous tutelle, au côté du drapeau de l'Autorité chargée d'admini-

nistration intéressée et, le cas échéant, du drapeau du Territoire. Une telle mesure symboliserait le profond intérêt que l'Organisation des Nations Unies prend à la prospérité de tous les Territoires sous tutelle et marquerait, à juste titre, quoique avec un certain retard, la reconnaissance du rôle important que l'Organisation des Nations Unies joue dans le fonctionnement du Régime de tutelle. La délégation des Philippines ne croit pas que ce projet de résolution puisse soulever des objections juridiques ou constitutionnelles. Dans tous les cas, les cinq délégations qui ont voté contre la proposition à la Quatrième Commission n'ont pu fournir de motif juridique pour justifier leur opposition; cette opposition n'est fondée exclusivement sur la nécessité qu'il y aurait, selon ces délégations, à différer encore la décision envisagée.

21. Il est vrai qu'une Autorité chargée d'administration s'est opposée à la proposition pour des raisons d'opportunité politique, déclarant qu'il serait mal à propos de faire flotter le drapeau de l'Organisation des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle en raison de la situation troublée qui prévaut en certaines régions du monde, notamment en Afrique. Une délégation a réfuté cette argumentation en demandant fort à propos si les conditions dans les Territoires sous tutelle en étaient arrivées à être telles que le seul fait de hisser le drapeau de la paix servirait de signal à des troubles sanglants.

22. Une autre Autorité chargée d'administration a vu des objections à être considérée comme l'agent des Nations Unies, lorsqu'elle est appelée à réaliser les objectifs du Régime international de tutelle, quoique l'Assemblée générale ait affirmé, à plusieurs reprises, qu'en matière de contrôle, en ce qui concerne les Territoires sous tutelle, l'autorité suprême appartient à l'Organisation des Nations Unies. La même Autorité a cependant déclaré que l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et les Autorités chargées d'administration, de l'autre, étaient comme deux associées dans cette noble tâche qui consiste à guider les peuples des Territoires sous tutelle vers l'autonomie et l'indépendance. S'il en est ainsi, et si le drapeau de l'Autorité chargée d'administration flotte déjà sur tel ou tel Territoire sous tutelle, quelle raison pourrait-il y avoir à ne pas hisser le drapeau de l'Organisation des Nations Unies au-dessus de ce même Territoire, sur un pied d'égalité avec le drapeau de l'Autorité chargée d'administration? Les Autorités chargées d'administration intéressées, en tant que Membres loyaux de l'Organisation des Nations Unies, ne voudraient certainement pas que le drapeau de l'Organisation des Nations Unies n'ait pas sa place à côté de leurs drapeaux respectifs dans les Territoires sous tutelle. Ces Autorités ont déclaré publiquement, à plusieurs reprises, qu'elles ne prétendaient à aucun droit de souveraineté sur les Territoires qu'elles administrent. Pour un associé, contester le droit de l'autre associé de hisser son drapeau au-dessus du territoire confié à leur commune autorité, c'est, pour le moins, contester ses propres droits dans ce domaine.

23. L'on a dit aussi, à la Quatrième Commission, que la question était de la compétence du Conseil de tutelle et que l'Assemblée générale ne devait donc prendre aucune décision. A ce sujet, la délégation des Philippines se contentera de faire remarquer que, aux termes de la Charte, le Conseil de tutelle agit en vertu de l'autorité qui

lui est déléguée par l'Assemblée générale. De plus, dans le cas d'une question aussi symboliquement importante que celle qui concerne l'utilisation du drapeau des Nations Unies, toute décision prise par le Conseil de tutelle devrait être renvoyée à l'Assemblée générale pour approbation. Il ne saurait y avoir d'objection à ce que l'Assemblée générale elle-même prenne l'initiative, tout en se contentant de laisser les détails d'exécution au Conseil de tutelle. C'est précisément ce que propose de faire le projet de résolution. Mais ce projet de résolution tient dûment compte des susceptibilités des Puissances intéressées et demande simplement au Conseil de tutelle — reconnaissant par là la place qui lui revient dans l'ensemble des organes principaux de l'Organisation des Nations Unies — d'adresser une recommandation aux Autorités chargées d'administration.

24. La délégation des Philippines invite les quatre Autorités chargées d'administration qui ont voté contre le projet de résolution à la Quatrième Commission à l'appuyer maintenant, non pour marquer qu'elles renoncent à la position privilégiée qu'elles occupent dans les Territoires sous tutelle qu'elles administrent, mais pour reconnaître solennellement la personnalité juridique distincte de l'Organisation des Nations Unies et contribuer à une réalisation plus complète des idéaux et des buts de l'Organisation, conformément aux engagements pris par tous les Membres aux termes de la Charte.

25. Dans les affaires humaines, l'on ne saurait négliger la valeur des symboles. Ceux-ci donnent une couleur et une signification accrues aux réalités de la vie. La drapeau de l'Organisation des Nations Unies est un de ces symboles, qui devrait encourager les peuples sujets à multiplier leurs efforts pour atteindre la réalisation de rêves très chers, c'est-à-dire l'autonomie et le droit de disposer d'eux-mêmes.

26. La délégation des Philippines, avec celles de la Chine, du Costa-Rica, de l'Égypte, du Libéria et du Mexique, est heureuse d'avoir pris l'initiative de cette proposition et invite l'Assemblée générale à l'appuyer à une majorité écrasante; ce sera là un acte d'une portée symbolique considérable qui témoignera de l'autorité et du prestige croissant de l'Organisation des Nations Unies.

27. M. D'AQUINO (Brésil) déclare que, de l'avis de sa délégation, les six projets de résolution approuvés par la Quatrième Commission méritent d'être adoptés par l'Assemblée générale, car ils contribueront de manière effective au progrès des populations des Territoires sous tutelle dans les domaines économique, politique, social et de l'éducation.

28. A ce sujet, il faut signaler spécialement le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution I relatif au progrès politique des Territoires sous tutelle, où il est dit que le siège de l'administration pour tout Territoire sous tutelle doit être à l'intérieur du Territoire intéressé. La délégation du Brésil a voté pour ce paragraphe car elle est convaincue que le statut spécial des Territoires sous tutelle et leur caractère d'entité distincte ne pourront être maintenus si le siège de l'administration se trouve en dehors du Territoire intéressé.

29. Des objections ont été soulevées contre l'inclusion de ce paragraphe dans une résolution

concernant le progrès politique des Territoires sous tutelle. La principale a été qu'une semblable déclaration entre dans le cadre de la question des unions administratives, qui est l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour. Cette objection n'a aucune raison d'être, pas plus d'ailleurs que les autres qui ont été soulevées. Bien que le Conseil de tutelle ait consacré dans son rapport un chapitre spécial à la question des unions administratives, il n'a pas jugé opportun de séparer le problème du siège des administrations des Territoires sous tutelle de l'analyse des conditions politiques dans ces Territoires.

30. En insérant cette affirmation dans le projet de résolution relatif au progrès politique des Territoires sous tutelle, la Quatrième Commission s'est bornée à suivre le rapport même du Conseil de tutelle, selon lequel il serait impossible d'analyser le progrès politique sans prendre en considération l'irrégularité ci-dessus mentionnée.

31. La délégation du Brésil espère que l'Assemblée générale tiendra compte des observations du Conseil de tutelle et estimera, comme l'a fait la Quatrième Commission, que le siège de l'administration pour tout Territoire sous tutelle doit être à l'intérieur du Territoire intéressé.

32. M. D'SOUZA (Inde) dit que la délégation de l'Inde témoigne un grand intérêt au rapport du Conseil de tutelle et a participé à la discussion sur ce rapport dans un esprit de coopération active. Certains des projets de résolution ou des suggestions présentés par sa délégation ont été incorporés dans les projets de résolution dont l'Assemblée générale est saisie. Bien que sa délégation ait voté en faveur de ces projets de résolution, il n'en résulte pas nécessairement qu'elle soit satisfaite de leur rédaction et qu'elle ne veuille faire aucune réserve au sujet d'un ou plusieurs d'entre eux.

33. Les travaux du Conseil de tutelle présentent une très grande importance et c'est avec un vif intérêt que le Gouvernement de l'Inde suit l'activité de ce Conseil, en tant qu'elle intéresse des peuples qui n'ont pas encore acquis leur indépendance, mais qui désirent déjà, ou désireront tôt ou tard, l'acquérir. L'Inde, qui est sortie victorieuse de sa lutte pour l'indépendance, éprouve une vive sympathie pour ces peuples et a affirmé à maintes reprises que leur émancipation occupe une place importante dans son programme de politique étrangère. L'Inde estime que l'expérience qu'elle a acquise dans l'établissement d'institutions démocratiques présente pour ces peuples un intérêt particulier. Il existe dans l'Inde des populations arriérées et le gouvernement, ainsi que les dirigeants du pays, s'efforcent d'apporter des améliorations rapides à la condition politique et sociale de ces populations. L'esprit dans lequel le Gouvernement de l'Inde a entrepris cette tâche et les méthodes qu'il a utilisées à cet effet peuvent intéresser les Nations Unies, qui devront entreprendre une tâche semblable sur une plus grande échelle.

34. Les projets de résolution soumis à l'Assemblée générale appellent quelques réserves et ne sont pas de nature à créer l'enthousiasme; ils sont rédigés en des termes conciliants et modérés et ne seront pas accueillis favorablement par certaines fractions de l'opinion. L'Inde, malgré son attachement profond à la cause de l'émancipation

politique des peuples non autonomes et sa détermination de les assister, a consenti néanmoins à accepter ce point de vue modéré et conciliant; en effet, elle est animée du désir profond d'aboutir à une solution pacifique de tous les problèmes internationaux; elle est également fermement convaincue de l'utilité de négociations patientes poursuivies sans relâche.

35. C'est par l'emploi de moyens pacifiques que l'Inde a acquis son indépendance. Entre l'Inde et ceux qui la gouvernaient, une séparation amiable ne laisse point de rancœur. L'Inde voudrait que s'établisse entre les Autorités chargées d'administration et les peuples dont elles ont la charge une collaboration volontaire et amicale; elle désire voir appliquer à cet effet des méthodes et des principes qui fassent de ces Autorités des partisans convaincus de la liberté pour les populations qu'elles administrent. La délégation de l'Inde, lorsqu'elle a aidé à rédiger dans leur forme définitive les projets de résolution, et notamment les propositions relatives au progrès politique, a voulu s'abstenir de blâmer expressément les Autorités chargées d'administration en citant nommément des pays déterminés. On sait qu'il existe des abus et des insuffisances; les directives contenues dans les projets de résolution indiquent l'existence de ces insuffisances, pour ne pas dire de ces abus, auxquelles l'on peut et l'on doit porter promptement remède. En même temps, la délégation de l'Inde n'a pas hésité à s'associer aux éloges exprimés, lorsqu'ils lui ont paru être justifiés. Elle demande aux Autorités chargées d'administration d'accepter dans le même esprit les éloges et les recommandations et de croire que les auteurs de ces recommandations n'ont pas été inspirés par des préjugés hostiles.

36. Les projets de résolution dont l'Assemblée générale est saisie sont le résultat d'un compromis, et les compromis ne sont jamais très satisfaisants. Deux points en particulier, qui ressortent surtout dans le projet de résolution I mais dont l'influence se décèle dans tous les autres projets de résolution, ont suscité des objections et ont été la cause de malentendus.

37. L'un est la référence faite au siège de l'administration du Territoire sous tutelle qui est en fait une référence aux unions administratives. Or, cette question devant faire l'objet d'une discussion spéciale à une date ultérieure, il a paru à beaucoup qu'il était inutile et prématuré de faire allusion au siège de l'administration dès maintenant. Cet argument présente quelque valeur, mais le projet de résolution reflète une attitude quasi unanime qui s'est fait jour au cours de la discussion générale. Ce n'est pas, semble-t-il, une erreur foncière que de reconnaître ce fait, et le tour de la discussion à propos de la question des unions administratives a confirmé l'opinion qui s'était manifestée au cours de la discussion générale. Si, durant la discussion sur cette question, il était apparu clairement que les unions administratives seraient maintenues sous leur forme actuelle, on aurait pu trouver, pour assurer leur maintien, un moyen conforme à l'esprit et au principe du projet de résolution. Mais, heureusement, cette situation ne s'est pas présentée.

38. Une autre question a fait l'objet de longues discussions au sein de la sous-commission chargée de rédiger le texte définitif et a suscité une très vive opposition, à savoir la disposition du projet

de résolution I invitant les Autorités chargées d'administration à soumettre au Conseil de tutelle les plans généraux qu'elles comptent adopter et les méthodes qu'elles comptent employer pour guider les pays dont elles ont la charge vers l'autonomie ou l'indépendance. La délégation de l'Inde a voté en faveur de ce projet de résolution, car elle est persuadée qu'il serait possible de l'appliquer sans que cela entraîne de sérieuses difficultés pour les Autorités chargées d'administration. Il est certain que des programmes précis et détaillés, prévoyant une date limite rigoureuse, pourraient être difficiles à établir et impossibles à exécuter. Il peut être aussi bien utile que nuisible de fixer les dates limites. La délégation de l'Inde ne peut perdre de vue l'exemple frappant offert par le cas de la Libye: jusqu'à l'an dernier, on estimait que dix ans seraient nécessaires pour que ce pays puisse accéder à l'indépendance, et maintenant, avec une touchante unanimité, elle est jugée mûre pour l'obtenir. Le texte du projet de résolution I n'implique pas nécessairement qu'une date limite doive être fixée et il ne demande pas l'établissement d'un programme détaillé. Si les Autorités chargées d'administration refusent d'accepter cette proposition de caractère bénin, leur décision prêterait aux soupçons et jetterait des doutes sur leur attitude véritable, que la délégation de l'Inde, pour sa part, croit inspirée par un esprit libéral sincère.

39. Les anciennes colonies allemandes ont été divisées et ont été attribuées à différentes Puissances; aussi est-il probable qu'elles se verront soumises à l'influence d'idéologies diverses et que leur degré de développement politique sera variable. Si l'on établit en temps opportun des plans d'ensemble, l'Organisation des Nations Unies pourra lever la menace qui pèse de ce fait sur l'unité de ces territoires et sera en mesure d'assurer la coordination de leur évolution politique. C'est pourquoi la délégation de l'Inde a voté pour le projet de résolution I et a invité les Autorités chargées d'administration à en appliquer les dispositions, conformément à l'esprit de leurs traditions démocratiques.

40. M. D'Souza souligne que, dans le cours de l'évolution de ces pays, il ne faut pas, pour assurer leur émancipation politique, attendre qu'ils aient atteint un degré avancé de développement dans le domaine de l'éducation, dans le domaine social et dans le domaine économique. Ce développement est évidemment de grande importance et s'effectuera sans aucun doute à mesure que ces pays recevront de plus en plus d'autonomie; cependant, ce sont les peuples eux-mêmes qui sont les meilleurs juges en la matière. La délégation de l'Inde ne saurait accepter la thèse selon laquelle l'autonomie ne doit pas être accordée tant que, par exemple, l'analphabétisme n'aura pas été supprimé. La radio et le film peuvent, tout autant que le journal ou la publication politique, servir à montrer ce que sont les institutions démocratiques et apprendre aux électeurs comment elles fonctionnent. Les réunions politiques, les communications orales et les contacts directs entre les dirigeants et ceux qui les suivent constituent des moyens particulièrement importants de développer le sens politique chez un peuple intelligent.

41. D'expérience, l'Inde connaît cette question et, bien que l'analphabétisme soit loin d'avoir été supprimé sur son territoire, une Constitution qui prévoit le suffrage universel a été rédigée; l'Inde

organisera des élections qui, estime-t-elle, exprimeront correctement la volonté du peuple. Quand l'autonomie politique ou le droit du peuple à se gouverner lui-même a été obtenu, au moins en partie, c'est au peuple qu'il appartient de décider quel genre d'éducation lui convient le mieux, est le mieux adapté à ses besoins et le plus en harmonie avec son esprit. Il faut espérer que cette éducation sera toujours donnée dans les langues du pays lui-même. L'Inde procède à une intéressante expérience de développement de l'éducation de base, d'une éducation qui a pour but de simplifier et de rendre plus efficace le processus de l'instruction, de développer des capacités qui ont été négligées jusqu'ici par l'éducation primaire, d'augmenter l'habileté pratique et d'accroître l'amour du travail physique. Ainsi l'on essaie de donner au caractère national l'empreinte des idées du Mahatma Gandhi. Ce système d'éducation en est encore au stade expérimental, mais tous les renseignements que cette expérience pourra fournir seront mis à la disposition des peuples des Territoires sous tutelle, si ceux-ci en expriment le désir.

42. D'autre part, il n'y a pas de domaine où, en l'absence d'autonomie, le progrès soit aussi difficile à réaliser que dans le domaine économique. Quel que soit leur désir de s'en abstraire, les Autorités chargées d'administration éprouveront toujours la plus grande difficulté à échapper aux limitations, aux systèmes, aux idéologies et aux besoins financiers de la métropole. Il leur sera toujours pratiquement impossible d'administrer un Territoire sous tutelle sans le relier, d'une manière ou d'une autre, à leur propre système de production industrielle ou même sans l'intégrer dans celui-ci. D'autre part, l'on aura toujours tendance à vouloir confiner le Territoire sous tutelle dans le rôle de producteur de matières premières pour l'industrie de la métropole et de marché pour les produits manufacturés de celle-ci. L'expérience montre qu'il en a toujours été ainsi dans les territoires coloniaux ou sous administration étrangère. La prospérité apparente, quelque grande qu'elle soit, résultant de l'exploitation des ressources naturelles du pays et de la création d'emplois de basse catégorie ne saurait empêcher le lent appauvrissement de ces régions qu'amène une balance commerciale déficitaire en permanence. Ce système peut même produire d'importants déplacements de population de la campagne vers la ville, avec tous les maux physiques et moraux que ces déplacements entraînent pour des gens accoutumés à vivre en plein air; il peut amener également une insuffisance des récoltes par rapport à la production industrielle; il peut provoquer encore d'autres maux dus à la centralisation de l'industrie, qui ont produit des difficultés sociales extrêmement graves en Europe.

43. L'Inde croit qu'elle peut proposer une solution à ce problème. Cette solution, dont les grandes lignes ont été données par le Mahatma Gandhi, est basée sur l'organisation de la communauté villageoise en tant que cellule première, sur l'idéal d'une production agricole suffisante pour suffire aux populations, accompagnée de l'introduction d'une industrie rurale, et, d'une manière générale, sur la création d'une industrie décentralisée basée sur un type coopératif d'économie. Cette solution aurait les répercussions les plus importantes en ce qui concerne les problèmes économiques et sociaux qui se posent, non seulement à l'Inde, mais au monde entier.

44. Pour la délégation de l'Inde, le projet de résolution relatif au progrès social et, plus encore, le projet de résolution relatif au progrès économique qui ont été proposés à l'Assemblée générale sont trop vagues. La délégation de l'Inde aurait préféré accorder son appui à des recommandations précises du genre de celles qu'elle vient d'exposer. Elle se rend compte cependant qu'il faudrait que ses idées soient popularisées et que l'évolution de ces mouvements dans l'Inde elle-même fournisse des enseignements nouveaux. En attendant que ce processus s'accomplisse, l'Assemblée générale doit, lorsqu'elle s'occupe de l'économie des Territoires sous tutelle, se préoccuper de l'intérêt des populations de ces Territoires. Les projets de résolution en question reflètent bien cette préoccupation et c'est pourquoi la délégation de l'Inde les appuiera, en considérant qu'elles constituent des directives générales, en attendant que l'on puisse formuler des propositions plus concrètes.

45. Il serait vraiment tragique si, après ce qui s'est produit dans les grands pays industriels, les malheureux peuples des Territoires sous tutelle, dont les besoins sont si simples, devaient se trouver jetés dans un maelstrom dont les plus forts semblent être incapables de sortir. Cela ne veut pas dire que la délégation de l'Inde demande que les peuples des Territoires sous tutelle soient tenus à l'écart du courant des inventions scientifiques modernes et du progrès industriel. Il faut, certes, utiliser les inventions qui profitent à l'humanité, il faut diminuer l'ennui des besognes purement mécaniques, il faut établir partout un certes, utiliser les inventions qui profitent à l'humanité, il faut diminuer l'ennui des besognes purement mécaniques, il faut établir partout un niveau de vie convenable fournissant à tous un certain bien-être matériel. Mais cela ne doit pas se faire aux dépens de la santé physique et morale des gens, ou à l'encontre de leurs caractéristiques culturelles ou héréditaires. Pour tous ces peuples, comme pour elle-même, l'Inde souhaite un avenir prospère. Elle espère qu'ils demeureront solidement établis sur le passé mais seront nettement orientés vers un avenir plein d'espoir et d'audace. A son avis, il n'est pas de groupe humain qui soit si arriéré, si dégénéré qu'il ne réponde vivement à l'idée de liberté et de dignité personnelle. Dès que l'instauration d'un régime de liberté politique aura permis de donner à ce peuple cette dignité, ce peuple saura, mieux que tout autre, ce qui doit guider ses destinées dans la voie du progrès social et culturel.

46. M. BIHELLER (Tchécoslovaquie) déclare que la délégation tchécoslovaque votera en faveur du texte actuel du projet de résolution sur le progrès politique des Territoires sous tutelle. Il désire, cependant, soumettre quelques observations à l'Assemblée générale.

47. Le projet de résolution n'exprime pas l'inquiétude profonde, voire l'anxiété éprouvée par la plupart des délégations à la Quatrième Commission, à l'exception des représentants des Puissances chargées d'administration, au sujet du progrès politique des Territoires sous tutelle.

48. Il est évident, et le fait a été prouvé, que les populations autochtones et les habitants des Territoires sous tutelle n'appartenant pas à la race blanche se sont vu refuser les droits politiques, en particulier en ce qui concerne le droit de vote et le droit de participer à l'élaboration des lois, à l'administration de la justice et à l'administration civile des Territoires sous tutelle.



49. Dans certains Territoires des autochtones font partie des organismes institués par les Autorités chargées d'administration, mais il y a lieu de faire quelques observations au sujet de ces organismes. Tout d'abord ils n'ont qu'un caractère consultatif et n'exercent aucun pouvoir; ensuite le nombre des autochtones faisant partie de ces organismes consultatifs n'est pas proportionnel au chiffre de la population autochtone; enfin, dans le domaine politique comme dans tous les autres domaines, l'on pratique ouvertement dans les Territoires sous tutelle une politique tacite de discrimination raciale. Le rapport du Conseil de tutelle mentionne, et les débats à la Quatrième Commission ont confirmé le fait, qu'un certain nombre de Territoires sous tutelle britannique ou belge ont été entièrement intégrés aux colonies voisines des Autorités chargées d'administration, de telle sorte que, même aux échelons administratifs inférieurs, il n'existe dans ces Territoires aucune autonomie législative, juridique ou financière, et que leur existence même est menacée. Ce problème, qui a été longuement discuté à la Quatrième Commission, à propos de la question des unions administratives, a dominé tous les débats des quatrième et cinquième sessions du Conseil de tutelle ainsi que ceux de la Quatrième Commission. Au cours des débats sur le fonctionnement du Régime de tutelle, on s'est sérieusement inquiété de savoir si les dispositions de la Charte, et en particulier de l'Article 76 b, sont appliquées par les Autorités chargées d'administration. Cependant, cette inquiétude à l'égard de la situation du progrès politique des Territoires sous tutelle n'a été exprimée dans le projet de résolution qu'à propos du fait que le siège de l'administration de certains Territoires sous tutelle est situé en dehors de ces Territoires.

50. Cette faiblesse du projet de résolution est la conséquence du compromis auquel sont parvenus, à la Commission, les promoteurs de divers projets de résolution. Elle témoigne de leur esprit de conciliation. Le projet de résolution ne contient même pas une observation critique qui eût été cependant indispensable pour apprécier comme il convient le fonctionnement du Régime de tutelle; elle ne comporte, en particulier, aucune observation relative à la question principale, qui reste de savoir si les dispositions de la Charte concernant le progrès politique sont appliquées dans les Territoires sous tutelle ou ne le sont pas.

51. Les déclarations et les dispositions que contient le projet de résolution ne constituent en aucune façon une critique des Autorités chargées d'administration; elles ne peuvent être considérées comme impliquant, en ce qui concerne la politique suivie par ces Autorités dans les Territoires sous tutelle, un blâme de la part des Membres des Nations Unies qui entendent voir appliquer les dispositions de la Charte et les résolutions adoptées par l'Assemblée générale le 18 novembre 1948 relatives au Régime de tutelle. Néanmoins, la délégation tchécoslovaque, tout en estimant le projet de résolution inadéquat, pense qu'il constitue une étape qui ne manquera pas de faciliter le fonctionnement du Régime de tutelle.

52. M. Biheller attire l'attention sur le paragraphe 3 de ce projet de résolution qui recommande au Conseil de tutelle de faire figurer dans une section spéciale de ses rapports annuels à l'Assemblée générale des renseignements sur l'exécution, par les Autorités chargées d'administration, de ses recommandations relatives aux

mesures prises en vue de permettre aux habitants autochtones des Territoires sous tutelle de prendre une part plus grande aux institutions et aux organes législatifs, exécutifs et judiciaires de ces Territoires. L'utilité, voire la nécessité de ce paragraphe est évidente, car on trouverait difficilement dans les rapports du Conseil de tutelle des faits probants témoignant de mesures prises par les Autorités chargées d'administration en application des recommandations du Conseil.

53. Le paragraphe 4 du même projet de résolution introduit une nouvelle disposition essentielle qui peut contribuer dans une large mesure à atteindre les buts de la Charte. M. Biheller rappelle que, le 18 novembre 1948, l'Assemblée générale a adopté la résolution 226 (III) recommandant aux Autorités chargées d'administration "de prendre toutes les dispositions possibles en vue de hâter l'évolution progressive des Territoires sous tutelle qu'elles administrent vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou vers l'indépendance". Il est évident que cette résolution entend souligner le caractère impératif de la disposition de la Charte qui prévoit que les Autorités chargées d'administration doivent favoriser le progrès des habitants des Territoires sous tutelle dans le domaine politique et dans d'autres domaines, ainsi que leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes. Il est dit en effet dans le préambule de cette résolution que le développement des Territoires sous tutelle doit s'accomplir dans le plus bref délai et que ces Territoires doivent accéder à l'autonomie ou à l'indépendance aussi rapidement que possible. Il ne peut y avoir aucun doute ni aucun malentendu au sujet de ce qu'impliquent les dispositions de la résolution 226 (III). Il est donc tout à fait logique et conforme à la lettre et à l'esprit de la Charte, ainsi qu'aux décisions fondamentales prises par l'Organisation, que l'Assemblée générale invite les Autorités chargées d'administration à transmettre au Conseil de tutelle les renseignements qui leur sont demandés dans le paragraphe 4 du projet de résolution.

54. Toutefois, la délégation tchécoslovaque estime nécessaire d'appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que le projet de résolution actuellement en discussion, et plus particulièrement son paragraphe 4, ont suscité une forte opposition de la part des Autorités chargées d'administration et d'un ou deux de leurs administrateurs les plus fervents.

55. L'opposition manifestée par les Autorités chargées d'administration à l'égard du projet de résolution peut paraître tout à fait normale lorsque l'on sait que les représentants de grandes Puissances, fiers de leur civilisation et de leur culture, ont sans vergogne voté contre l'abolition légale du mariage entre enfants, des châtiments corporels et d'autres institutions barbares analogues en vigueur dans les Territoires sous tutelle, et ont même été jusqu'à voter contre la proposition tendant à faire flotter le drapeau de l'Organisation des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle dont elles ont la charge. Mais les Autorités chargées d'administration, les Etats-Unis compris, feraient preuve de bien peu de bon sens si elles votaient contre le projet de résolution qui ne contient aucune critique ni aucune appréciation des succès ou des échecs de leur administration dans les Territoires sous tutelle. Le projet de résolution se borne à leur

demandeur de faire connaître au Conseil de tutelle les plans qu'elles ont adoptés afin de s'acquitter des obligations qu'elles ont solennellement contractées en ratifiant la Charte et les Accords de tutelle.

56. On comprendrait mal pourquoi ces Puissances formuleraient des objections contre une telle invitation si leurs intentions à l'égard des Territoires sous tutelle étaient, ainsi qu'elles l'affirment, entièrement conformes aux dispositions de la Charte et aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale; de même, on comprendrait mal pourquoi le Conseil de tutelle — et, bien entendu, l'Organisation des Nations Unies et le monde entier — ne devraient pas savoir comment s'accomplira l'évolution progressive et rapide des populations des Territoires sous tutelle vers l'autonomie ou l'indépendance, conformément à la promesse que leur a faite l'Organisation des Nations Unies.

57. Les Autorités chargées d'administration et ceux qui les soutiennent désirent-ils donc donner à l'Organisation des Nations Unies et au monde l'impression, et même les convaincre, qu'ils ne peuvent guère soumettre leurs intentions véritables au Conseil de tutelle pour que celui-ci les examine en regard des dispositions de la Charte? Voilà la question que le vote doit trancher.

58. Certains représentants des Autorités chargées d'administration ont affirmé, au cours de la discussion qui s'est déroulée, que leurs pays ne suivent aucun programme et qu'ils administrent les Territoires soumis à leur autorité en se laissant guider par l'expérience. M. Biheller doute de l'exactitude de cette thèse, en cette époque de programmes conçus pour telle ou telle durée ou baptisés du nom de leurs promoteurs. Cependant, même si, par amour de la discussion, on accepte cette thèse, lorsque la question de la prospérité et du développement des Territoires sous tutelle est inscrite à l'ordre du jour, cela ne concerne pas seulement les Autorités chargées d'administration. Cette question intéresse, en effet, l'Organisation des Nations Unies qui, en tant qu'organisme, en tant qu'association d'Etats Membres distincts, sera rendue responsable des succès ou des échecs qu'on relèvera dans l'application de la Charte. Toutes les délégations devront avoir ce fait présent à l'esprit lorsqu'elles voteront.

59. Aucun argument valable n'a été présenté contre l'adoption du paragraphe 4 du projet de résolution. La délégation tchécoslovaque estime donc que toutes les délégations, en votant, devront penser à l'importance que présentera le projet de résolution du point de vue de la réalisation des buts du Régime de tutelle et tenir compte du fait que son application permettra d'accélérer de façon sensible l'évolution progressive des Territoires sous tutelle vers l'autonomie.

60. M. NASZKOWSKI (Pologne) rappelle qu'en intervenant à la Quatrième Commission la délégation polonaise a souligné que, n'ayant pas un intérêt direct dans les Territoires sous tutelle, elle était guidée uniquement par le souci du respect de la Charte et par les préoccupations que lui inspire le sort des populations des Territoires sous tutelle. Mue par ces motifs, elle considère que seules des décisions claires et nettes de l'Assemblée générale pourraient donner dans ce domaine des résultats réels et utiles. Les débats de la Quatrième

Commission n'ont fait qu'affermir cette conviction.

61. Le rapport du Conseil de tutelle a révélé que les espoirs qu'on avait placés dans le Régime de tutelle ne se sont pas réalisés et que les dispositions de l'Article 76 de la Charte ne sont pas respectées. Au lieu de créer des conditions politiques, économiques et sociales susceptibles de favoriser l'évolution des populations des Territoires sous tutelle vers l'indépendance, les Autorités chargées d'administration appliquent un système identique à celui qu'elles appliquent dans leurs colonies; elles maintiennent les populations dans un état d'ignorance et de misère.

62. M. Naszkowski ne veut pas rappeler les critiques faites au sujet du fonctionnement du Régime de tutelle, mais il tient à souligner que les représentants des Autorités chargées d'administration ont violemment réagi devant toutes ces critiques. Ils se sont défendus devant ce qu'ils considèrent comme une ingérence de l'Organisation des Nations Unies dans les affaires concernant les Territoires sous tutelle.

63. Le projet de résolution VI tendant à ce que le drapeau des Nations Unies flotte sur les Territoires sous tutelle s'est heurté à une opposition farouche des Autorités chargées d'administration. Le projet de résolution IV visant à l'interdiction immédiate de la peine corporelle a provoqué de la part du représentant du Royaume-Uni la réponse que l'application de châtiments corporels devait être considérée comme une affaire intérieure relevant de la seule compétence des Autorités chargées d'administration.

64. Certains semblent oublier qu'on a créé un Régime international de tutelle et que c'est donc avant tout l'Organisation des Nations Unies, en tant que telle, et chacun de ses Membres individuellement, qui sont responsables de la mise en œuvre des dispositions du Chapitre XII de la Charte.

65. Étant donné que les Autorités chargées d'administration manifestent de telles tendances, il est clair que toute recommandation vague et mal définie, et à plus forte raison toute louange à l'adresse de ces Autorités, est préjudiciable aux populations des Territoires sous tutelle. Or, les formules nébuleuses et les compliments abondent dans le rapport du Conseil de tutelle. Malheureusement, au cours du débat sur ce rapport, plusieurs délégations ont eu tendance à fermer les yeux sur les faits afin d'éviter de blesser les Autorités chargées d'administration. Certaines délégations — souvent celles qui, du fait de leur passé, devraient avoir à cœur le sort des populations opprimées — ont exprimé leur hostilité envers la discrimination ou l'exploitation coloniale, mais ont présenté ensuite des amendements de compromis ou des projets de résolution stériles et inefficaces.

66. La délégation polonaise s'est énergiquement opposée à ces tendances. C'est pour cela qu'elle a appuyé le projet de résolution présenté par la Tchécoslovaquie, qui donnait une appréciation juste de la situation et exigeait des Autorités chargées d'administration qu'elles soumissent des plans pour le développement des Territoires sous tutelle. C'est pour cela aussi qu'elle a voté en faveur du projet de résolution élaboré par la sous-commission, quoique ce projet fût malheureusement plus faible que le projet de résolution tchécoslovaque, du fait qu'on avait écarté la

formule critiquant l'état de choses qui existe dans les Territoires sous tutelle. C'est pour cette raison encore qu'elle a voté en commission et sera obligée de voter encore à l'Assemblée contre le projet de résolution V relatif au développement de l'instruction, car le paragraphe 5 de ce texte félicite les Autorités chargées d'administration de leurs prétendues réalisations dans le domaine de la création d'établissements de niveau universitaire destinés aux étudiants autochtones des Territoires sous tutelle.

67. La délégation de la Pologne estime que de telles félicitations sont incompatibles avec l'état réel de l'enseignement dans les Territoires sous tutelle où, non seulement il n'y a pas d'établissements de niveau universitaire mais où, comme c'est le cas notamment dans le Cameroun sous administration britannique, le pourcentage d'analphabètes atteint 100 pour 100 dans certaines localités. Les rares bourses accordées aux autochtones dans les universités de la métropole sont loin de résoudre le problème de l'enseignement supérieur; elles ne sont, au contraire, qu'un moyen supplémentaire de pression et d'asservissement.

68. En conclusion, M. Naszkowski appuiera toute recommandation d'un caractère constructif destinée à favoriser le développement des populations des Territoires sous tutelle, conformément à la lettre et à l'esprit de la Charte.

69. M. PÉREZ CISNEROS (Cuba) se déclare très satisfait des résultats obtenus par la Quatrième Commission.

70. Les débats de la Quatrième Commission ont été cette année extrêmement encourageants: d'une part, en effet, on s'est abstenu de se servir de la question des colonies comme d'un moyen de lancer des attaques politiques; d'autre part, et surtout, un plus grand nombre de représentants, par leurs déclarations et leurs initiatives, ont apporté aux travaux de la Commission une contribution très précieuse, grâce à leur connaissance approfondie des problèmes relatifs à la tutelle et à la haute idée qu'ils se font de la responsabilité primordiale qui leur incombe, comme à tous leurs collègues, en ce qui concerne le sort des Territoires sous tutelle.

71. Dans le passé, on a eu tendance à considérer le Conseil de tutelle comme l'unique organe intéressé et responsable en la matière et à penser que l'approbation du rapport du Conseil par l'Assemblée générale était une pure formalité. Mais M. Pérez Cisneros est heureux de constater qu'au cours de la présente session cette opinion a perdu du terrain.

72. Le nombre considérable des représentants qui sont intervenus cette année dans les débats démontre que l'Assemblée générale revendique fermement les pouvoirs qui lui reviennent et les devoirs qui lui incombent aux termes du paragraphe 2 de l'Article 85 de la Charte, lequel dit textuellement que le Conseil de tutelle, agissant sous l'autorité de l'Assemblée générale, assiste celle-ci dans l'accomplissement des tâches énoncées au paragraphe 1 de ce même article. Autrement dit, dans le Régime de tutelle, le Conseil de tutelle n'est que le mandataire de l'Assemblée générale, à laquelle il doit rendre compte annuellement.

73. Si l'on considère la composition du Conseil, qui, constitutionnellement, est formé d'un nombre

égal de Membres des Nations Unies administrant des Territoires sous tutelle et de Membres qui n'en administrent pas, on se demande aussitôt avec inquiétude si le Conseil, à l'instar d'un navire qui serait sollicité au même moment par deux courants de sens contraire et d'égale intensité, ne va pas devoir s'immobiliser presque totalement. Pour mettre fin à cette immobilité, le rôle que peut jouer l'Assemblée générale par des directives et des encouragements est de la plus haute importance.

74. C'est ce qui explique la satisfaction avec laquelle la délégation de Cuba constate que les membres de l'Assemblée générale prennent part, en nombre de plus en plus grand, aux débats concernant l'administration des Territoires sous tutelle. D'autre part, Cuba, nation américaine, se réjouit de ce que, parmi les Membres qui ont participé le plus activement à ces débats figurent cette année au premier rang plusieurs nations américaines, notamment, outre Cuba, le Brésil, le Guatemala et le Mexique. Cette action persistante et résolue de l'Amérique latine en vue d'accélérer la marche de populations jusqu'ici assujetties vers la liberté de décider de leur propre destin s'explique aisément: on la comprend d'autant mieux si l'on se rappelle la résolution XXXIII de la neuvième Conférence internationale américaine tenue à Bogota, résolution déjà célèbre, dans laquelle la communauté des nations américaines a déclaré, presque à l'unanimité, que les républiques américaines aspiraient à voir mettre fin au colonialisme; on la comprend encore mieux si l'on considère aussi que l'idéal qui a inspiré le geste de l'indépendance de l'Amérique animera toujours ces peuples et ces gouvernements unis par l'obligation morale de lutter, par tous les moyens pacifiques dont ils disposent, pour faire disparaître du continent toute situation de sujétion, quelle qu'en soit la forme, politique, économique ou juridique.

75. En tant que rapporteur chargé de présenter cette mémorable résolution, puis comme secrétaire général de la Commission américaine des territoires non autonomes, dont la création en a été la conséquence directe, M. Pérez Cisneros dit que si, dans cette résolution, les républiques américaines ont limité à leur propre continent leurs aspirations de libération, c'est en raison du caractère régional de la Conférence de Bogota; cependant, ces républiques ne laissent pas de considérer comme un principe absolu, valable pour toutes les régions du monde, que, selon les paroles de M. Carlos Hevia, Ministre des affaires étrangères de Cuba, le régime colonial et de vassalité, avec ses métropoles lointaines, son économie précaire et ses lois discriminatoires, est appelé à être complètement éliminé, car la solidarité universelle l'exige impérieusement et déjà le vieux monde et le nouveau n'en font plus qu'un seul.

76. Il est tout naturel que la délégation cubaine se soit estimée tenue d'apporter une contribution effective aux travaux de la Quatrième Commission relatifs au rapport du Conseil de tutelle.

77. Cette contribution s'est traduite par la présentation de trois projets de résolution distincts: le premier avait trait au progrès politique des Territoires sous tutelle; un autre à leur progrès économique et le troisième à leur progrès social. La délégation cubaine est très honorée de constater que la Quatrième Commission a fait bon accueil à ces projets de résolution qui sont à l'origine des projets de résolution I, III et IV.



78. Un des objectifs principaux de la délégation de Cuba a été que le rapport du Conseil de tutelle devienne à l'avenir un instrument qui, sans rien perdre de son caractère technique ni de son inévitable complexité, soit plus facile à examiner pour l'Assemblée générale, puisque celle-ci partage avec les Autorités chargées d'administration la responsabilité primordiale du sort des Territoires sous tutelle.

79. Il faut reconnaître, toutefois, que la plupart des Etats qui composent l'Assemblée ne possèdent pas de services spécialisés dans les questions coloniales. De là vient que, lorsque, les années précédentes, l'Assemblée étudiait le rapport du Conseil, rares étaient les délégations qui se jugeaient suffisamment préparées pour intervenir dans un débat technique et ardu; il en résultait qu'alors s'affrontaient comme des forces aveugles les Puissances coloniales des pays de l'Europe occidentale et les pays de l'Europe soviétique.

80. C'est pourquoi la délégation de Cuba a demandé — et la Quatrième Commission a fait droit à cette demande — qu'à l'avenir le rapport du Conseil de tutelle comportât des rubriques spéciales consacrées à l'analyse et à la synthèse des renseignements concernant la situation et les progrès réalisés dans les Territoires sous tutelle en général, en distinguant nettement le domaine politique des domaines social et économique. Cette initiative de Cuba a été parachevée par la décision, prise à la demande de la délégation du Brésil, de créer une autre rubrique consacrée aux questions d'enseignement.

81. De la sorte, le rapport du Conseil de tutelle revêtira, dans les années qui viennent, une forme grandement améliorée et embrassera tous les domaines énoncés à l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte où il est stipulé que "l'une des fins essentielles du Régime de tutelle, conformément aux buts des Nations Unies énoncés à l'Article 1 de la Charte, est de favoriser le progrès politique, économique et social des populations des Territoires sous tutelle, ainsi que le développement de leur instruction".

82. Outre cette amélioration concernant la présentation du rapport, les trois projets de résolution de Cuba portaient sur des problèmes de fond; ils prévoyaient l'analyse objective des résultats obtenus par les diverses Autorités chargées d'administration dans les divers domaines de leur administration et réaffirmaient les principes généraux du Régime de tutelle.

83. A propos de la question du progrès politique, la délégation de Cuba a insisté pour que le Conseil exhorte les Autorités chargées d'administration à adopter des mesures propres à hâter les progrès des Territoires sous tutelle vers la capacité à s'administrer eux-mêmes. A cette fin, elle a soutenu qu'il était indispensable que le siège de l'administration soit toujours situé à l'intérieur des Territoires intéressés. Tel n'est malheureusement pas le cas lorsque sont constituées des unions administratives, et l'évolution politique se trouve ainsi entravée. La proposition cubaine a été adoptée sous la forme du paragraphe 2 du projet de résolution I. Enfin, la délégation de Cuba a donné son appui à la proposition faite par une autre délégation tendant à ce que les Autorités chargées d'administration présentent les plans généraux qu'elles comptent adopter pour se conformer aux dispositions de la Charte qui ont trait à l'évolution progressive

des Territoires sous tutelle vers la capacité à s'administrer eux-mêmes.

84. Pour ce qui est du progrès économique, la délégation de Cuba a demandé le relèvement du niveau de vie et des salaires des populations autochtones, ainsi qu'une plus grande participation de celles-ci à la gestion et aux bénéfices des entreprises commerciales ou de produits manufacturés existant dans le Territoire qu'elles habitent.

85. La question du progrès économique n'a pas seulement un aspect humanitaire intéressant les Territoires sous tutelle; elle a des aspects internationaux fort importants, étant donné les répercussions qu'elle peut avoir sur les Etats souverains qui, du fait de leur situation géographique ou de leur climat, ont une production agricole analogue à celle des Territoires sous tutelle. Aussi longtemps que, dans ces Territoires, le niveau de vie continuera à être très bas et les salaires dérisoires, ces Territoires feront à certains Etats une concurrence absolument injustifiée sans aucun bénéfice pour les autochtones.

86. Enfin, pour ce qui est du progrès social, la délégation de Cuba a obtenu de la Quatrième Commission qu'elle condamnât définitivement les pratiques contraires à la dignité humaine qui subsistent encore dans certains Territoires sous tutelle. Elle a également obtenu qu'il fût recommandé aux Autorités chargées d'administration d'abroger les lois et les pratiques discriminatoires, particulièrement dans le domaine racial.

87. La délégation de Cuba tient à rappeler qu'elle appuie tous les textes approuvés par la Quatrième Commission; elle espère que l'Assemblée, elle aussi, les approuvera tous.

88. La délégation de Cuba s'opposera énergiquement à toute tentative qui tendrait à affaiblir les textes présentés par la suppression de passages qu'elle juge essentiels.

89. Les Membres des Nations Unies sont, en dernier ressort, les protecteurs des peuples des Territoires sous tutelle et ils doivent veiller, en toute conscience, et avec toute leur énergie, au bien-être de leurs pupilles et à la protection de leurs intérêts.

90. Telle est la grave responsabilité qu'impose à l'Assemblée la Charte des Nations Unies; pour remplir cette obligation, il y a lieu d'adopter tous les projets de résolution que présente la Quatrième Commission.

91. M. FLETCHER-COOKE (Royaume-Uni) déclare que l'opinion de son gouvernement sur les questions dont traitent les six projets de résolution dont l'Assemblée générale est saisie a été déjà abondamment expliquée à la Quatrième Commission. C'est pourquoi il se bornera à indiquer brièvement la position de son gouvernement sur certains de ces projets de résolution, afin que cette position, qui a été si souvent présentée sous un faux jour, parfois de propos délibéré et parfois involontairement, apparaisse clairement dans chaque cas.

92. En ce qui concerne le projet de résolution I relatif au progrès politique des Territoires sous tutelle le Royaume-Uni se voit dans l'obligation de voter contre les paragraphes 2 et 4 ainsi que contre l'ensemble du projet de résolution si ces deux paragraphes ne sont pas supprimés.

93. Le paragraphe 2 dit que le siège de l'administration de chaque Territoire sous tutelle devra être situé à l'intérieur du Territoire intéressé. Or, en ce qui concerne deux des Territoires sous tutelle placés sous l'administration du Royaume-Uni, le Cameroun et le Togo, il sera impossible de mettre en pratique les dispositions de ce paragraphe sans contrevenir à celles des Accords de tutelle relatifs, qui invitent expressément l'Autorité chargée de l'administration à administrer le Territoire "conformément à sa propre législation comme partie intégrante de son territoire". Une disposition semblable figurait dans les mandats de la Société des Nations et cela pour les mêmes raisons impérieuses, géographiques et autres. Ces deux petits Territoires ne peuvent pas être administrés d'autre manière; c'est pourquoi le siège de l'administration du Cameroun est Lagos, capitale de la Nigéria, et le siège de l'administration du Togo est Accra, capitale de la Côte-de-l'Or.

94. Le paragraphe 4 du projet de résolution I invite les Autorités chargées d'administration à faire connaître dans les douze mois au Conseil de tutelle les plans généraux qu'elles comptent adopter et les grandes lignes des méthodes et des moyens qu'elles comptent employer pour se conformer aux dispositions de la Charte relatives à l'évolution progressive et aussi rapide que possible des Territoires sous tutelle vers le droit à disposer d'eux-mêmes — terme qui n'apparaît pas dans la Charte —, la capacité à s'administrer eux-mêmes et vers l'indépendance. Non seulement le projet de résolution semble dire que les Autorités chargées d'administration ne se conforment pas à la Charte, puisqu'il y est fait allusion à leur intention de se conformer à ses dispositions, mais encore il se fonde sur une conception entièrement erronée des fonctions et responsabilités qui sont respectivement celles du Conseil de tutelle et des Autorités chargées d'administration. Il n'appartient pas au Conseil de tutelle de décider par avance ce que les Autorités chargées d'administration doivent ou ne doivent pas faire. C'est là une responsabilité que les Autorités chargées d'administration ne sauraient partager avec d'autres. La fonction propre au Conseil de tutelle est d'examiner et d'étudier la tâche accomplie par les Autorités chargées d'administration et, s'il le juge nécessaire, d'attirer l'attention sur les imperfections de cette administration.

95. Le Gouvernement du Royaume-Uni tient le Conseil de tutelle parfaitement au courant de son activité et de sa politique par la soumission de rapports annuels sur l'administration des Territoires sous tutelle dont il a la responsabilité et en faisant participer aux sessions du Conseil des experts chargés de fournir oralement toutes les précisions demandées. Le Gouvernement du Royaume-Uni satisfait donc pleinement aux exigences de la Charte. Rien dans la Charte ne justifie la demande qui figure au paragraphe 4 et qui tend à ce que l'Autorité chargée d'administration soumette ses plans à l'avance.

96. M. Fletcher-Cooke demande le vote par division sur le projet de résolution I.

97. La délégation du Royaume-Uni a diverses objections à soulever contre le projet de résolution II, qui traite des pétitions et des missions de visite. Ces objections ne sont pas des objections de principe, comme cela a été indiqué clairement à la Quatrième Commission. La délégation du

Royaume-Uni s'abstiendra de voter sur le projet de résolution, comme elle s'est déjà abstenue en commission.

98. La délégation du Royaume-Uni votera contre le projet de résolution III qui traite du progrès économique dans les Territoires sous tutelle, cela pour les raisons exposées à la Quatrième Commission.

99. Lorsque le projet de résolution IV, qui traite du progrès social, a été examiné à la Quatrième Commission, le représentant du Royaume-Uni a expliqué clairement pourquoi son gouvernement se voyait contraint de voter contre le projet de résolution. Mais, puisque ce projet de résolution a donné lieu à certains malentendus, M. Fletcher-Cooke exposera de nouveau la position du Royaume-Uni afin de ne laisser subsister aucun doute à ce sujet.

100. Le paragraphe 1 se réfère à l'interdiction absolue de certaines coutumes barbares, telles que les mariages d'enfants, dans les Territoires sous tutelle. Le Gouvernement du Royaume-Uni désire aussi vivement que n'importe quel autre gouvernement représenté à l'Organisation des Nations Unies voir de telles coutumes prendre fin aussi rapidement que possible, mais il ne pense pas que l'adoption de lois à cet effet constitue la meilleure façon d'atteindre le but désiré. On a des preuves, comme il ressort des rapports annuels pour l'année 1948 sur le Togo et le Cameroun sous administration britannique, que ces coutumes sont en train de disparaître rapidement. Pour ce qui est d'éliminer les derniers vestiges de ces coutumes, le Gouvernement du Royaume-Uni estime que l'adoption de lois, en rendant de telles coutumes clandestines, risquerait de rendre leur élimination plus difficile. Le Gouvernement du Royaume-Uni préfère compter sur la diffusion de l'instruction, l'émancipation des femmes et d'autres influences analogues, dont il s'efforce de favoriser le succès par tous les moyens à sa disposition.

101. Le paragraphe 2 a trait à l'abolition immédiate des châtiments corporels. M. Fletcher-Cooke dit que son gouvernement, tant dans le Royaume-Uni que dans les Territoires sous tutelle, s'efforce de réduire aussi rapidement que possible le nombre des délits entraînant une punition corporelle. En fait, au cours des deux dernières années, les magistrats des deux Territoires de l'Afrique occidentale sous administration britannique n'ont jamais édicté de peine corporelle pour des adultes, ni en vertu de sentences rendues par les tribunaux, ni pour des infractions commises en prison. La question est de nouveau à l'étude et le Secrétaire d'Etat aux colonies a déclaré que le moment était venu d'examiner la possibilité d'apporter de nouvelles limitations à l'emploi des châtiments corporels. Le Gouvernement du Royaume-Uni se propose de réduire le nombre des délits entraînant des châtiments corporels dans les Territoires sous tutelle; cette punition ne s'appliquera plus que dans les cas où elle s'applique encore dans le Royaume-Uni. Il n'est pas possible pratiquement d'abolir immédiatement les châtiments corporels, notamment pour les infractions commises en prison, mais le Gouvernement du Royaume-Uni a adopté pour principe de réduire au minimum l'emploi de cette forme de châtiment.

102. Le paragraphe 3 a trait aux sanctions pénales infligées aux autochtones pour inexcusable

tion de contrats de travail. A ce propos, M. Fletcher-Cooke rappelle à l'Assemblée que seuls deux Etats représentés à l'Organisation des Nations Unies, à savoir le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande, ont ratifié la convention n° 65 concernant les sanctions pénales pour manquements aux contrats de travail de la part des travailleurs indigènes adoptée par la Conférence internationale du travail de l'OIT. Cette convention, établie dès 1939, et ratifiée la même année par le Royaume-Uni, est entrée en vigueur en 1948 avec le dépôt de la deuxième ratification, celle de la Nouvelle-Zélande. Ses dispositions ont été appliquées à trois Territoires sous tutelle confiés au Royaume-Uni.

103. Le paragraphe 4 a trait à l'abolition des lois et pratiques de caractère discriminatoire dans les Territoires sous tutelle. Deux ans avant que la Quatrième Commission n'adopte ce projet de résolution, le Gouvernement du Royaume-Uni a entrepris une enquête sur la législation des Territoires sous tutelle et des territoires non autonomes en vue de modifier ou d'abroger toutes les dispositions qui pouvaient présenter un caractère discriminatoire. Cette enquête se poursuit avec la plus grande célérité possible, mais elle exigera un temps assez considérable en raison du grand nombre de territoires où elle s'effectue et de la diversité des conditions sur lesquelles elle porte.

104. Pour toutes ces raisons, le Gouvernement du Royaume-Uni considère que le projet de résolution IV est inopportun et se voit obligé de voter contre lui. M. Fletcher-Cooke veut cependant assurer à l'Assemblée générale que son gouvernement se rend parfaitement compte des problèmes dont traite ce projet de résolution, apprécie à leur juste valeur les motifs dont elle s'inspire et prend partout et chaque fois que cela est possible les mesures qui s'imposent.

105. M. Fletcher-Cooke est heureux de pouvoir dire que, tout comme elle l'a fait à la Quatrième Commission, la délégation du Royaume-Uni votera en faveur du projet de résolution V, qui a été présenté à la Quatrième Commission par la délégation du Brésil et qui a trait au développement de l'instruction dans les Territoires sous tutelle.

106. Des observations présentées par les orateurs précédents, il ressort clairement que la position du Gouvernement du Royaume-Uni sur le projet de résolution VI, qui a trait à l'emploi du drapeau des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle, n'est pas encore bien comprise. Le texte dont s'inspire ce projet de résolution a été présenté à la Quatrième Commission après le délai fixé pour la présentation de projets de résolution ayant trait aux questions soulevées par les rapports du Conseil de tutelle. La Commission n'en a pas moins décidé de l'examiner et le Royaume-Uni n'a pas soulevé d'objection à cette façon de faire. Cependant, comme le représentant du Royaume-Uni l'a déclaré à la Quatrième Commission, son pays estime que cette question exige une étude détaillée et le Gouvernement du Royaume-Uni désire consulter à ce sujet les autorités des Territoires dont la tutelle lui a été confiée.

107. Aussi la délégation du Royaume-Uni a-t-elle proposé de reporter cette question à la prochaine session du Conseil de tutelle qui, comme les Membres de l'Assemblée générale le savent, doit se tenir en janvier 1950. L'on ne

saurait donc prétendre, comme certains l'ont fait, que cette proposition entraînerait des délais trop longs. Cependant, la Quatrième Commission a rejeté la proposition du Royaume-Uni et la délégation du Royaume-Uni s'est trouvée obligée de voter contre le projet de résolution. Ce faisant, elle a précisé qu'elle se rendait parfaitement compte de l'importance qu'il y a à renseigner les habitants des Territoires sous tutelle sur l'Organisation des Nations Unies et sur le statut spécial de ces Territoires. Elle a aussi précisé qu'il existait d'autres et meilleurs moyens de donner ces renseignements, moyens auxquels le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant qu'Autorité chargée d'administration, a déjà recouru.

108. Dans chaque Territoire sous tutelle, il n'y a qu'une Autorité chargée de l'administration et non deux; il n'existe donc qu'un seul drapeau officiel. Conformément aux dispositions des Accords de tutelle, l'Autorité chargée d'administration est la seule autorité responsable, la seule ayant pleins pouvoirs en matière d'administration, de législation et de juridiction. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne saurait donc accepter aucune mesure qui porterait préjudice à cette autorité. Aussi, la délégation du Royaume-Uni se verra-t-elle obligée de voter contre le projet de résolution VI, tout en réservant la position de son gouvernement à ce sujet.

109. Le Prince WAN WAITHAYAKON (Thaïlande) fait observer que, aux termes de l'Article 76 de la Charte, l'un des buts fondamentaux du Régime de tutelle est de favoriser l'évolution progressive des Territoires sous tutelle vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou vers l'indépendance. Une évolution progressive est une évolution par étapes, effectuée pas à pas, chaque pas étant un progrès. Le paragraphe 4 du projet de résolution I demande aux Autorités chargées d'administration de fournir des plans généraux et une esquisse des méthodes qu'ils entendent suivre pour se conformer aux dispositions de la Charte relatives à l'évolution progressive des Territoires sous tutelle vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou vers l'indépendance. En d'autres termes, les Autorités chargées d'administration devront fournir des plans généraux pour toutes les mesures qu'elles envisagent de prendre, jusqu'à ce que les Territoires sous tutelle soient parvenus à l'autonomie ou à l'indépendance.

110. La délégation de Thaïlande estime que, ou bien ces plans généraux auront un caractère si général qu'ils seront vagues et par conséquent n'auront aucune utilité pratique, ou bien ils seront précis au point de fixer des dates auxquelles on ne pourra se conformer d'une façon précise, étant donné que l'évolution progressive vers l'autonomie et l'indépendance dépend du progrès politique, économique, social et culturel des habitants; et que ce progrès dépend à son tour des ressources financières disponibles d'une période à l'autre. D'autre part, la position des Autorités chargées d'administration est la suivante: elles ne sont prêtes à fournir des renseignements que sur les mesures qui ont déjà été prises ou qui sont actuellement mises en vigueur.

111. La délégation de Thaïlande prend, pour sa part, une position intermédiaire. Elle estime que les Autorités chargées d'administration doivent fournir des renseignements en ce qui concerne, non seulement les mesures déjà prises,

mais aussi celles que l'on doit prendre au cours de l'étape suivante de l'évolution progressive des Territoires sous tutelle vers la capacité à se gouverner eux-mêmes ou vers l'indépendance ou, en d'autres termes, sur les mesures qui doivent être prises au sujet de la période suivante de quatre ou cinq années. C'est, dans les grandes lignes, ce qui est arrivé dans le cas des Philippines. Par conséquent, la délégation de Thaïlande est en faveur du principe qui consiste à demander aux Autorités chargées d'administration de

fournir des déclarations sur la politique qu'elles comptent suivre pour assurer l'évolution progressive pendant chaque étape successive ou chaque période de quatre ou cinq années.

112. Pour ces raisons, la délégation de Thaïlande s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution I, relatif au progrès politique.

113. Le PRÉSIDENT déclare que la liste des orateurs est close sur cette question.

La séance est levée à 12 h. 55.

## DEUX CENT QUARANTIÈME SEANCE PLENIERE

Tenue à Flushing Meadow, New-York, le mardi 15 novembre 1949, à 15 heures.

Président: le général Carlos P. RÓMULO (Philippines).

### Rapport du Conseil de tutelle: rapport de la Quatrième Commission (A/1028) (fin)

1. M. DE BRUYNE (Belgique) dit qu'en vertu du paragraphe 4 du projet de résolution I relatif au progrès politique des Territoires sous tutelle, les Autorités chargées d'administration seraient invitées à soumettre à l'appréciation du Conseil de tutelle les mesures qu'elles envisagent de prendre en vue de la réalisation des fins prévues au paragraphe b de l'Article 76 de la Charte. Il en résulterait que le Conseil de tutelle s'estimerait qualifié pour discuter des intentions des Autorités chargées d'administration et s'exprimer sur le bien-fondé de ces intentions, en un mot pour intervenir jusque dans la phase préparatoire des mesures relatives à l'administration des Territoires sous tutelle.

2. Si l'Assemblée générale consacrait une telle pratique, elle se mettrait en contradiction formelle avec les dispositions de la Charte et des Accords de tutelle, qui confèrent aux Autorités chargées d'administration l'entière responsabilité de l'administration des Territoires sous tutelle. En particulier, l'Accord pour le Ruanda-Urundi dispose que l'Autorité chargée d'administration, et elle seule, a "pleins pouvoirs de législation, d'administration et de juridiction". On ne saurait concevoir formule plus générale.

3. La tâche du Conseil de tutelle est d'exercer un pouvoir de surveillance. Son approbation préalable des mesures que les Autorités chargées d'administration se proposent de prendre ne saurait dégager la responsabilité propre de ces dernières. D'autre part, aucune disposition de la Charte ou des accords de tutelle n'oblige les Autorités chargées d'administration à consulter le Conseil de tutelle avant de prendre une mesure quelconque.

4. La division des responsabilités entre les Autorités chargées d'administration, d'une part, et le Conseil de tutelle et l'Assemblée générale, d'autre part, ne saurait être modifiée sans que soit faussé le fonctionnement même du Régime de tutelle et que soient enfreints d'une manière formelle les textes qui régissent cette question.

5. On ne saurait contester qu'une exigence telle que celle que l'on prévoit au paragraphe 4 du projet de résolution I dépasserait le cadre des obligations souscrites par les Autorités chargées

d'administration et, partant, devrait être expressément acceptée par elles. La Belgique, pour sa part, a toujours été soucieuse d'exécuter scrupuleusement toutes les obligations qu'elle a contractées. Elle entend ne pas y faillir, mais elle est fermement décidée à ne pas aller au-delà des obligations que lui prescrivent la Charte et l'Accord de tutelle.

6. Tel est le sens de la déclaration de la délégation belge et la raison du vote négatif qu'elle a le regret de devoir émettre.

7. M. HOOD (Australie) fait observer que, sous bien des aspects, les projets de résolution soumis à l'Assemblée sont de nature à heurter, sinon toutes les Autorités chargées d'administration, du moins certaines d'entre elles. Il ne parle, certes, qu'au nom de la Puissance qu'il représente, mais il ressort clairement des débats qui ont eu lieu à la Quatrième Commission que les représentants de toutes les Autorités chargées d'administration ont prévenu l'Assemblée, à maintes reprises et sans équivoque aucune, qu'à certains égards les propositions soumises ne tenaient pas compte des réalités auxquelles devaient faire face les Autorités en question.

8. M. Hood lui-même, ainsi que les représentants des autres Puissances intéressées, a tâché de montrer, à la Quatrième Commission, que l'Assemblée commettrait une erreur si elle invitait le Conseil de tutelle à s'acquitter trop rapidement de ses tâches de surveillance ou, à fortiori, si elle adressait aux Autorités chargées d'administration des recommandations directes que ces Puissances ne pourraient mettre en vigueur pour le moment, ainsi qu'elles ont tâché de l'indiquer elles-mêmes. Il espère que l'Assemblée générale tiendra dûment compte de ces considérations et qu'avant d'adopter telle ou telle proposition précise, elle tâchera de s'assurer qu'il est vraiment possible d'y donner suite dans les Territoires sous tutelle. Il espère également que l'Assemblée tiendra dûment compte de l'attitude que les Autorités chargées d'administration seront obligées d'adopter à l'égard de certaines de ces propositions, attitude que leurs représentants ont définie avec franchise et honnêteté.

9. Passant ensuite au projet de résolution concernant le progrès politique des Territoires sous tutelle, M. Hood fait observer que les orateurs précédents ont déjà dit que deux ou trois dispositions de ce projet avaient suscité des objections